

Éducation en Guyane :

chasse aux étrangers et péril annoncé



C'est le défilé à la permanence Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) de Cayenne. Des dizaines de jeunes majeurs étrangers viennent chercher de l'aide et des conseils. Ils sont en poursuite d'études et sont arrivés récemment sur le territoire guyanais. Ils ont été arrêtés sur leur lieux de stage ou sur le chemin du lycée. Ils se sont fait confisquer leur passeport par la PAF. La suite, ce sera une obligation de quitter le territoire français, un aller simple vers leur

territoire d'origine qu'ils ont fui. Et donc l'interruption de leur scolarité et la faillite de leur avenir.

Qu'ils viennent d'Haïti, du Surinam, de République dominicaine, du Brésil ou d'ailleurs, aucun n'a choisi de naître dans la misère ou la persécution. Malgré sa politique répressive à l'encontre des étrangers, malgré son racisme de plus en plus décomplexé, la France est perçue comme un eldorado par les populations pauvres du monde entier.

La Guyane, territoire français, le seul du continent sud-américain, et sa situation politique et économique « privilégiée » ne fait pas exception à la règle. De nombreuses familles étrangères tentent de s'y installer et d'y scolariser leurs enfants, quand elles le peuvent... Il faut savoir qu'en Guyane, ce sont plusieurs milliers d'enfants de 6 à 16 ans qui n'ont pas accès à l'école. Selon les lois françaises, ils devraient bénéficier de la scolarité gratuite et obligatoire puisqu'ils vivent sur le territoire. L'État français, dans l'illégalité par rapport à ses propres textes de loi, renvoie dos à dos les élus locaux et les hauts fonctionnaires envoyés par Paris pour quelques mois...

Malheureusement, ailleurs dans le monde, la tendance est à la xénophobie et la population guyanaise, dans sa grande majorité, est dans l'indifférence et le repli sur soi. Les médias locaux font la sourde oreille. Les élus guyanais ne semblent pas préoccupés non plus par le sort réservé aux élèves étrangers, quand ils ne l'aggravent pas... La destruction des habitats de fortune du Mont Baduel en septembre dernier, décidée par la maire de Cayenne, a obligé ces jeunes et leur famille à s'éloigner, vers d'autres zones de bidonvilles, En plus de conditions de vie indignes, les élèves ont désormais des temps de trajet pour aller à l'école encore plus longs. Certains ont tout simplement arrêté d'aller au collège ou lycée, empêchés ou découragés. Les jeunes étrangers scolarisés vivent sous la menace permanente d'une reconduite aux frontières (ou de la destruction de leur maison), alors qu'ils devraient n'avoir à penser, comme tant d'autres de leur âge, qu'à la réussite de leurs études.

Cette situation particulière des élèves étrangers se superpose à un état des lieux indigne du système éducatif guyanais et à la quasi nullité de la protection de l'enfance sur le territoire guyanais – particulièrement

sur les fleuves et dans l'ouest guyanais. Les enfants peuvent subir les pires violences, n'avoir rien à manger, venir à l'école en haillons ou ne pas y venir du tout, qui s'en préoccupe ? Signalements et informations préoccupantes sont un quotidien des assistantes sociales et pourtant combien d'enfants sont réellement pris en charge ? : seuls ceux qui vivent l'horreur la plus insoutenable (viols et violence aggravée) ou ceux qui sont déjà délinquants. Et encore, a minima : en général seul l'hébergement est proposé, l'accès aux soins est plus que rare et le suivi éducatif très insuffisant.

Pour les affaires scolaires comme pour le reste, la mauvaise gestion de l'état et des pouvoirs locaux entraîne des dysfonctionnements. Les transports publics (dont les transports scolaires) ainsi que l'organisation des temps périscolaires sont embryonnaires et relèvent de l'amateurisme. Les recrutements et l'attribution des marchés publics sont davantage une affaire de famille que de compétences.

Ici en Guyane, on laisse depuis des décennies la situation, notamment scolaire, périlcliter. Les blocages de mars-avril 2017 ont rappelé à la France et au monde entier que le département est dans une situation explosive. Le pôle éducation du Kolektif Pou Laguyan Décollé (KPLD) s'est chargé de recenser les besoins et problèmes du système éducatif guyanais. Il en ressort des difficultés multiples :

Les infrastructures scolaires sont largement insuffisantes pour les effectifs actuels. Il manque déjà plus de 3000 places alors même que la Guyane connaît une forte poussée démographique. Les établissements existants sont saturés et souvent vieillissants, voire dangereux pour l'accueil de personnes (Lycée Melkior et Garré à Cayenne, lycée Bertène Juminer, collège Paul Jean-Louis à St Laurent par exemple). Les nouvelles constructions tardent à venir et relèvent du serpent de mer. On entend parler depuis plusieurs années à St Laurent d'un lycée IV et d'un collège VI qui n'ont pour l'instant jamais vus le jour. Et quand ces établissements sortiront de terre, ils ne suffiront pas à couvrir les besoins qui auront, entre temps, augmentés.

La solution trouvée par la Collectivité Territoriale Guyanaise (CTG) est la location de bungalows temporaires utilisés comme salles de classe et installés en nombre dans presque tous les établissements, de la maternelle au lycée. Ces bâtiments, par nature provisoires, deviennent indispensables et pérennes. Chaque année des sommes exorbitantes sont dépensées, à la seule faveur des entrepreneurs de ce secteur, amputant, de fait, les budgets alloués aux constructions nouvelles ou aux rénovations. Rien n'est anticipé, les situations sont gérées dans l'urgence, à chaque rentrée.

La population guyanaise se concentre sur le littoral, autour des trois gros bassins de population : l'île de Cayenne, Kourou et St Laurent du Maroni. Les difficultés structurelles (équipements, routes, ...) y sont importantes mais sans comparaison avec celles rencontrées dans les communes isolées du territoire. Dans ces zones le long des fleuves frontaliers (Maripasoula, Gran Santi, Papaïchton, Camopi, etc), bon nombre d'élèves doivent effectuer plusieurs heures de transports quotidiens (la plupart de temps en pirogue) pour aller à l'école. Aucune possibilité de restauration collective n'est proposée, ce qui amplifie des problèmes de santé publique déjà existants (malnutrition, obésité, diabète, ...). Pour les élèves qui parviennent jusqu'au lycée, il doivent partir à plusieurs centaines de kilomètres de leur famille. Des internats existent sur le littoral mais ferment le week-end. La majorité des élèves sont hébergés par des familles d'accueil, souvent défailtantes voire maltraitantes, amplifiant le mal-être déjà causé par le déracinement.

Les associations, syndicats ou groupes politiques alertent depuis longtemps les pouvoirs publics sur la situation insupportable de l'éducation en Guyane. Aucun autre département de France hexagonale n'accepterait la déconsidération à laquelle font face les élèves, parents, enseignants, etc. de ce « petit » territoire européen d'Amérique. Comme le font les Catalans auprès d'un pouvoir centralisateur répressif, réclamons la fin du mépris. Il est grand temps que l'État colonial ne se contente pas de prélever les richesses guyanaises sans y donner des droits fondamentaux à la population : pouvoir étudier dans des conditions dignes.

Cayenne, le 21 octobre 2017

SUD éducation Guyane
<http://www.sudeducationguyane.org>
sudeducguyane@laposte.net